

4G LTE

Algérie Télécom hisse l'illimité à des tarifs plus élevés

● **Est-ce la fin de l'internet illimité chez Algérie Télécom ? C'est en tout cas le cas pour les abonnés de la 4G LTE de l'opérateur historique qui a abandonné la formule qui permettait à tous les usagers de bénéficier d'une connexion à un débit réduit (à 512 kbps) après la consommation du crédit data de l'abonnement acheté. La nouvelle offre confirme cette tendance vers la fin de l'illimité sauf pour des paliers de consommation plus importants.**

Par Younes Saadi

La modification le 25 mai dernier apportée à l'offre internet 4G sans fil avec un modem fixe (LTE), par l'opérateur public des télécommunications Algérie Télécom (AT), n'en finit pas de faire des vagues. Sans préavis et sans même fournir la moindre explication à ses clients, AT a changé radicalement son offre 4G LTE de sorte de réserver le passage au débit réduit de 512 kbps après l'épuisement du crédit initial aux seuls abonnés qui achètent une carte de recharge de 3 500 DA au lieu de 1 000 DA avant cette date. La suppression de l'illimité a été compensée par l'augmentation de la data de 1 Go. Désagréablement surpris par ce changement, les abonnés à formule 4G LTE, initialement destinée aux zones rurales et reculées non connectées à l'ADSL, ont vite enflammé la toile. Une campagne virtuelle de protestation s'est déga-

gée après moins d'une semaine de la modification de l'offre. Un mot d'ordre «#manchardjich» (je ne recharge pas) accompagné d'un plan d'action a été adopté par les facebookers. Il s'agit d'inonder la page Facebook d'Algérie Télécom de commentaires déplorant le changement de l'offre et demandant à l'opérateur public de revoir sa décision. L'appel largement partagé sur Facebook et à un degré moindre sur Twitter a réussi à mobiliser des centaines d'Algériens. 1 000 commentaires sont postés en moyenne chaque jour sur la page d'AT. Dépassés par les événements, les administrateurs de cette page ont tenté au départ de filtrer les messages avant de jeter l'éponge. Sollicitée par les internautes, l'Organisation algérienne de la protection du consommateur (Apoce) a pris les choses en main, en demandant audience au P-dg d'Algérie Télécom. Une démarche couronnée le 8 juin par une réunion de travail qui a regroupé les deux parties. L'Apoce, tout en qualifiant d'«illégaux» les changements apportés par l'opérateur à son offre 4G LTE, a plaidé pour le retour à l'ancienne formule. Selon les déclarations des animateurs de l'Apoce, les responsables d'AT se sont engagés lors de cette réunion à étudier les propositions de l'association. Effectivement, une semaine plus tard, Algérie Télécom annonce sur sa page Facebook une nouvelle modification de ses offres 4G LTE. Certes, elles sont plus intéressantes que celles du 25 mai, mais elles ne



répondent pas totalement à la demande des internautes et de l'Apoce.

L'illimité à débit réduit à partir de 3 500 DA

Dans son communiqué, AT indique que l'accès à internet 4G LTE avec modem et un bonus de bienvenue de 15 Go est désormais proposé à 4 500 DA. Le même pack avec en plus la téléphonie (VoLTE), avec un bonus de 500 DA d'appels vers le fixe et le mobile en national, est proposé à 5 500 DA. C'est dans la grille de rechargement de cette offre qu'apparaît l'objectif de l'opérateur de hisser le prix de l'illimité à partir d'une recharge de 3 500 DA. Ainsi, selon les détails de la nouvelle offre, la carte de recharge de 500 DA permet d'obtenir 1 Go d'internet et 1

Go supplémentaire en débit réduit (allant jusqu'à 512 Kbps), le tout valable 10 jours. La durée de validité passe à 30 jours à partir d'une recharge de 1 000 DA qui permet un volume data de 4 Go et de 4 Go supplémentaires en débit réduit (allant jusqu'à 512 Kbps). Pour 2 500 DA, l'abonné obtient 10 Go d'internet + 10 Go supplémentaires en débit réduit (allant jusqu'à 512 Kbps). Pour des cartes de recharge de 3 500 et 6 500 DA, Algérie Télécom offre respectivement 15 et 30 Go d'internet, et une fois épuisé ce volume data, la connexion bascule en débit réduit (allant jusqu'à 512 Kbps), sans limitation sur le volume des données, le tout valable 30 jours. Cette nouvelle grille de rechargement s'applique aux rechargements des nouveaux clients de la

4G LTE et aux anciens qui ont dépassé la période d'engagement des 12 mois. Dans son document, AT précise que cette nouvelle offre a été validée par l'Autorité de régulation de la poste et télécommunications (ARPT). Jugeant ces nouvelles modifications apportées à l'offre 4G LTE en dessous des attentes, l'Apoce a annoncé la semaine dernière son intention de poursuivre sa campagne de pression sur Algérie Télécom. L'association compte saisir la justice pour tenter d'obtenir l'annulation des modifications. Une pétition a été lancée en ligne. Et au 17 du mois, le nombre de signatures récoltées a dépassé les 6 000. Ces dernières seront remises au Premier ministre Abdelmadjid Tebboune, affirment les responsables de l'Apoce.

Y. S.

La croissance des cyberattaques, préoccupation majeure pour les nations

● **Pour faire face aux cyberattaques, plusieurs organismes internationaux comme l'Union internationale des télécommunications (UIT) ont sollicité les universités pour leur proposer des moyens d'assurer la protection des réseaux, en particulier ceux des pays émergents. Le phénomène grandissant inquiète à tous les niveaux, y compris les patrons de compagnies IT.**

Par Farid Farah

Au cours des trois derniers mois, plusieurs agences d'enregistrement et d'analyse pour la sécurité de l'information ont relevé, dans plusieurs pays, une forte croissance des cas d'usurpation d'identité lors de campagnes de phishing. Les auteurs se font passer pour des entreprises et organismes officiels. Face à cette alerte, plusieurs pays ont établi un programme destiné à accélérer le processus de lancement de startups actives dans le domaine de la cybersécurité. De nombreux experts de la surveillance de l'internet et travaillant de la normalisation des aspects de la sécurité des transactions électroniques en ligne, ont participé à des travaux de recherche et séminaires afin d'échanger les informations et de débattre plusieurs problématiques afin d'aboutir à de meilleures compréhension et

appréhension du phénomène de l'accroissement important de la fraude en ligne et des tentatives d'actions illicites sur les connexions établies qui commencent ces derniers temps à cibler les structures gouvernementales sensibles. Causé par un développement important des réseaux dans le monde, une augmentation de l'activité politico-économique dans le Net et surtout une grande croissance du nombre d'utilisateurs mobiles, ce phénomène a été classé dans le chapitre de la criminalité en ligne qui est de la responsabilité des organisations juridiques internationales. Ces dernières auront la lourde tâche de constituer des groupes de travail pour trouver les solutions les plus productives afin de réduire le taux de nuisance à la crédibilité juridique des réseaux téléinformatiques. Historiquement, la fraude a toujours été présente dans les échanges effectués via les systèmes des télécommunications, mais l'informatisation de ces derniers a permis de propulser internet pour devenir le moteur de l'économie des services et a élargi alors le champ d'action des fraudeurs. La mise en activité des réseaux de nouvelle génération (NGN) a, certes, facilité la connexion des réseaux traditionnels à internet mais a permis au Net de conserver ses protocoles qui se sont montrés, au fil des années, très vulnérables aux cyberattaques. La porte est restée donc ouverte aux extorsions de fonds, au cyberespionnage, aux vols d'identités et aux

viols des droits de propriétés intellectuels. Les botnets (codes malveillants) deviennent de plus en plus sophistiqués, invisibles et silencieux. Leur nombre se multiplie sans cesse. Il est important de signaler que l'objectif du botnet est de ne pas se faire remarquer. Exit donc les bons vieux virus qui cherchaient à détruire la productivité des utilisateurs. Il y a même des trojans très bien faits qui savent nettoyer une machine de ses virus pour qu'il soit tranquillement installés avant de se mettre à la disposition de son «propriétaire».

Un véritable business

C'est pourquoi le piratage est devenu un vrai business. On paye pour profiter des failles de la mobilité des usagers et bénéficier alors des services de piratage des données de grandes entreprises. En effet, selon une étude intitulée «mobile iPass 2017», réalisée sur un échantillon de 500 entreprises situées aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, et dont le but était de trouver un équilibre entre sécurité et besoin de mobilité des effectifs, 40% des entreprises estiment que les hauts cadres sont très exposés au risque de piratage lorsqu'ils travaillent en dehors du siège. Les cafés ont été classés au premier rang des lieux à haut risque par 42% des sondés, dans une liste qui comprenait les aéroports (30%), les hôtels (16%), les parcs des expositions (7%) et les avions (4%). Ainsi, pour faire face

à ce phénomène, plusieurs organismes internationaux, dont l'Union internationale des télécommunications (UIT), ont sollicité les universités pour leur proposer les meilleurs moyens d'assurer la protection des réseaux, en particulier ceux des pays émergents. Cette décision est venue pour tenter de répondre aux nombreuses requêtes qui émanent des pays émergents.

En effet, plusieurs gouvernements ont rappelé la difficulté d'assurer la sécurité informatique sur l'ensemble de leurs territoires tant que le principe d'organisation, ni les règles de base n'étaient définies clairement sur le plan international. Même les patrons des compagnies IT n'ont pas caché leur préoccupation pour la sécurité des échanges de données de leurs clients notamment celle qui concerne les applications mobiles. Certains d'entre eux ont décidé de placer la lutte contre la cybercriminalité comme l'une des premières grandes causes économiques de leurs entreprises. Beaucoup d'entre eux estiment également que les infections provoquées par les attaques des pirates sont devenues assez aléatoires, mais les techniques utilisées sont de plus en plus complexes. La sécurisation d'internet passe donc obligatoirement par une maîtrise parfaite de l'ensemble des voies d'acheminement des données (fixes et mobiles) issues de tous les modèles d'architectures existants.

F. F.